

Titre :

Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie

Note de la Fondation Jean-Jaurès – Enquête auprès des 17-23 ans

Salomé Berlioux, présidente de l'association Chemins d'avenirs, co-auteure des *Invisibles de la République. Comment on sacrifie la jeunesse de la France périphérique* (Robert Laffont, 2019)

Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, auteur de *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* (Seuil, 2019)

Jérémy Peltier, directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès

Introduction

Il y a un an, naissait une révolte sociale inédite qui allait bousculer l'agenda politique et médiatique et laisser des traces profondes dans le pays.

Beaucoup a été dit et écrit sur la fracture que révélait la crise des « gilets jaunes » entre grandes métropoles et territoires périphériques. Nombre d'analyses sociologiques ont notamment montré que les manifestants étaient, au moins lors des « premiers actes », en grande partie issus de cette France des villes moyennes et des petites villes.

Dans cette France, une catégorie de la population est néanmoins restée silencieuse et n'a pas pris part au mouvement de manière massive : les jeunes des territoires, qui se heurtent pourtant à des obstacles propres à leur situations géographiques.

Ces obstacles, on les retrouve dans leur rapport à l'avenir, dans les ressources dont ils peuvent bénéficier pour s'orienter et dans la façon dont ils se projettent et construisent ce que sera le début du reste de leur vie.

On notera d'ailleurs que, si la jeunesse de la « France périphérique » [[Expression forgée par le géographe Christophe Guilluy dans son ouvrage *Fractures françaises*, François Bourin éditeur, 2010]] n'a pas pris part au mouvement des « gilets jaunes », principalement composé d'actifs, une mobilisation lycéenne a pourtant eu lieu dans le sillage de ce mouvement. Contrairement aux grèves lycéennes habituelles, ce ne sont pas les lycées de centre-ville mais les établissements situés dans les villes moyennes et même, fait rarissime, les lycées agricoles qui ont été à la pointe de la contestation contre la réforme du lycée. Les élèves de ces établissements ont donné de la voix. À l'instar des gilets jaunes, sans doute peut-on y avoir l'expression du mal-être d'une fraction de la jeunesse se sentant reléguée en seconde division.

Afin d'objectiver une situation encore peu connue, Chemins d'avenirs, la Fondation Jean-Jaurès et l'Ifop ont interrogé les jeunes Français de 17 à 23 ans sur leurs choix d'orientation et leur rapport à l'avenir. Une enquête qui montre que les origines

géographiques et sociales continuent d'influer fortement sur la projection de ces jeunes vers l'avenir, sur leur degré d'ambition et sur l'autocensure qu'ils développent, de manière plus ou moins consciente, en fonction de leur milieu d'origine et de leur lieu de résidence.

Outre une objectivation chiffrée de phénomènes récemment identifiés[[Salomé Berlioux et Erkki Maillard, *Les Invisibles de la République*, Paris, Robert Laffont, 2019.]], cette enquête donne aussi à voir une donnée nouvelle et particulièrement frappante dans le clivage entre jeunes des villes et jeunes des champs : le rapport à l'international.

Les chiffres clefs

- **35%** des jeunes de 17 à 23 ans indiquent que la famille et le réseau social est leur première source d'information afin de préparer leur orientation post bac, devant Internet (21%), un ou des professeurs de lycée (15%) ou encore le conseiller d'orientation (11%)
- **41%** des jeunes de 17 à 23 ans ont le sentiment de ne pas avoir suffisamment d'informations pour s'orienter (**42%** pour les jeunes de zones rurales, contre **32%** pour les jeunes d'agglomération parisienne)
- **58%** des jeunes de 17 à 23 ans indiquent qu'ils ont fait ou vont faire des études supérieures « ambitieuses » (**48%** des jeunes des villes de moins de 20 000 habitants, contre **67 %** des jeunes d'agglomération parisienne)
- **36 %** des jeunes de 17 à 23 ans indiquent avoir des modèles qui les inspirent dans leurs choix de formation ou de carrières (**42%** des jeunes des villes-centres, contre **27%** seulement dans les villes isolées et **28%** dans les territoires ruraux)
- **49%** des 17-23 ans indiquent que l'élément déterminant pour réussir son avenir professionnel est l'expérience acquise à travers des stages, **22%** le fait d'avoir un solide réseau, et seulement **10%** le fait d'avoir fait des études longues
- **32%** des jeunes des zones rurales disent n'avoir pratiqué aucune activité extra-scolaire pendant leur scolarité, contre seulement **20%** en agglomération parisienne
- **33%** des 17-23 ans déclarent être encouragés à aller étudier à l'étranger par leurs familles (**27%** pour les jeunes des territoires ruraux, contre **41%** en agglomération parisienne)

- **27%** des 17-23 ans ont suivi des cours supplémentaires (ou de soutien) en langues, financés par leurs parents à l'école primaire, au collège ou au lycée (**21%** des jeunes ruraux, contre **42%** des jeunes vivant en agglomération parisienne)

- **Près d'un jeune Français sur deux** envisage la possibilité de travailler à l'étranger dans le cadre d'une future activité professionnelle (**34%** des 17-23 ans issus des zones rurales, contre **52%** en agglomération parisienne)

Analyse

I. Les jeunes Français et leur famille inégaux face à l'avenir

En matière de choix d'orientation comme en matière de résultats scolaires, les jeunes Français apparaissent largement tributaires de leurs origines sociales, mais aussi géographiques.

Bien que notre pays consacre un budget très important à l'Éducation nationale, c'est en France que le lien entre l'origine sociale et le niveau scolaire est le plus fort, comme le rappellent régulièrement les enquêtes Pisa de l'OCDE[[Pisa pour OCDE, *L'excellence et l'équité dans l'éducation*, volume 1, Éditions OCDE, Paris, 2015.]], les enfants de milieux défavorisés risquant trois fois plus que les autres d'avoir un niveau scolaire en-dessous de la moyenne. Conséquence : les enfants d'ouvriers sont deux fois moins souvent diplômés du supérieur que les enfants de cadres.

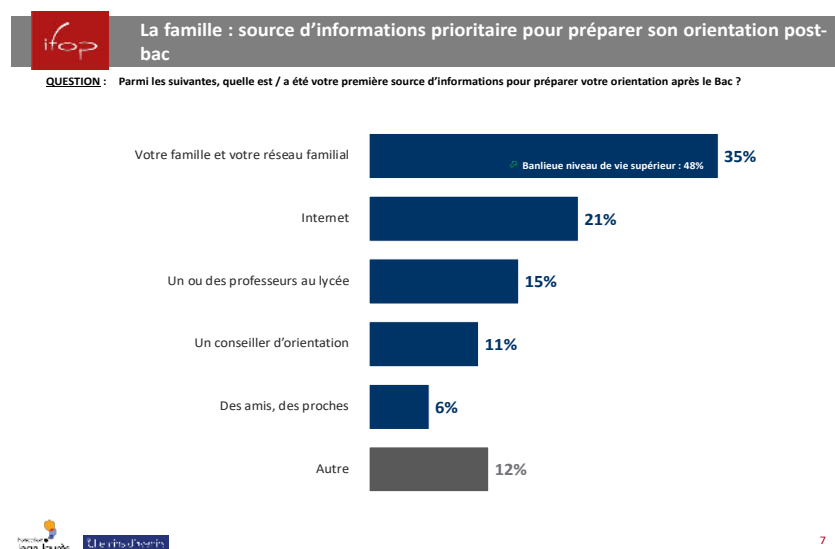
Certaines filières universitaires sont particulièrement touchées par ce clivage social. Ainsi, en 2014, non seulement 40% des étudiants en première année de médecine avaient des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale – contre 30% à l'université – mais l'origine sociale jouait de nouveau très fortement sur leur réussite, un enfant d'ouvrier ayant deux fois moins de chance qu'un enfant de cadre d'intégrer la deuxième année d'études de santé et jusqu'à 2,5 fois moins s'agissant d'une seconde année de médecine[[Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, « Profils et parcours des étudiants en première année commune aux études de santé », n°0927, juillet 2015.]].

Ainsi le déterminisme social engendre-t-il des inégalités de destin : « Il faudrait six générations pour que les descendants de familles modestes atteignent le revenu moyen en France », rappelle une récente étude de l'OCDE[[OCDE, 2018.]]. Notre pays se situe en avant-dernière position dans le classement, la moyenne de l'OCDE étant de 4,5 générations tandis qu'au Danemark seules deux générations seraient nécessaires pour que les individus d'origine modeste atteignent ce revenu moyen[[Pisa pour OCDE, *op. cit.*]]. Une étude réalisée en 2018 par France Stratégie abonde largement en ce sens : le niveau de revenu des individus reflète en grande partie celui de leurs parents, un cadre supérieur ayant par exemple 4,5 fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier d'appartenir aux 20% les plus élevés. Parmi les 10% les plus modestes, plus de la moitié sont des enfants d'ouvriers ; parmi les 10% les

plus aisés, seulement un sur six[[France Stratégie, « Nés sous la même étoile ? Origine sociale et niveau de vie », Note d'analyse, n°68, juillet 2018.]].

À ces effets de catégorie socio-professionnelle peuvent s'ajouter des effets de lieux. La question du double déterminisme qui frappe les jeunes de banlieues a ainsi fait l'objet d'études ciblées puis de politiques publiques dédiées, tout particulièrement depuis les émeutes de banlieues de 2005, les obstacles économiques, sociaux et culturels qu'affrontent les jeunes des quartiers portant largement atteinte à l'égalité des chances entre les jeunes Français : le rapport de l'Observatoire national de la politique de la ville publié en 2016[[Observatoire national de la politique de la ville, *Rapport 2016*, avril 2017.]] a révélé que le taux de chômage des diplômés des quartiers, ayant un bac+2 et plus, est presque trois fois supérieur à la moyenne nationale, et un diplômé bac+5 de plus de 30 ans a 22% de chances de moins d'occuper un emploi de cadre lorsqu'il est issu des quartiers prioritaires.

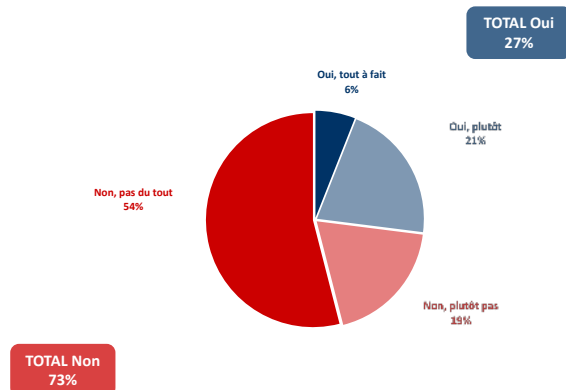
On voit bien la façon dont l'orientation est un enjeu central de cette question de l'égalité des chances. Les jeunes qui subissent ces discriminations sociales et géographiques sont en effet particulièrement démunis face aux maquis des formations proposées. Si les passerelles sont désormais possibles entre filières, et si les carrières offertes aux jeunes diplômés sont moins linéaires que par le passé, l'heure des choix d'orientation n'en est pas moins cruciale pour les jeunes, qui seront souvent déterminés, sur le long terme, par leur niveau de diplôme et les écoles par lesquelles ils sont passés – ou non. Or, 67% des étudiants auraient aimé être mieux accompagnés pendant leurs démarches d'orientation, selon un sondage OpinionWay pour LinkedIn en 2015.



C'est peu de dire que les familles sont dans des situations inégales face à la question de l'avenir de leurs enfants. Or, ce sont elles qui demeurent la source prioritaire d'information pour préparer l'orientation post-bac : 35% des jeunes de 17 à 23 ans interrogés dans notre enquête indiquent que la famille et le réseau social est leur première source d'information afin de préparer leur orientation post bac, devant internet (21%), un ou des professeurs de lycée (15%) ou encore le conseiller d'orientation (11%).

ifop Le mimétisme familial en matière d'orientation professionnelle concerne un quart des jeunes

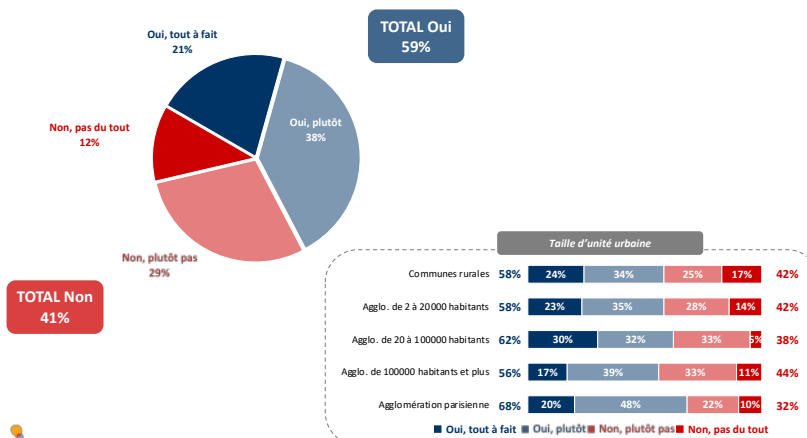
QUESTION : Suivez-vous ou allez-vous suivre la même formation ou la même orientation professionnelle qu'au moins un de vos parents, frères ou sœurs ou membre de votre famille proche ?



Quand on sait que le mimétisme familial concerne plus d'un jeune sur quatre (27% des jeunes de 17 à 23 ans indiquent qu'ils vont suivre la même formation ou la même orientation professionnelle qu'au moins un de leurs parents, frères ou sœurs ou membre de leur famille proche), on perçoit bien à quel point les biais d'information, l'absence de modèles ou l'autocensure peuvent limiter les opportunités des uns, quand la maîtrise des codes et la connaissance des filières et enjeux en matière d'enseignement supérieur ouvrent largement le champ des possibles des autres. Dans notre enquête, 42% des jeunes des zones rurales disent ainsi « n'avoir pas eu suffisamment d'informations pour s'orienter ». Ce chiffre est de 32% pour les jeunes d'agglomération parisienne, confirmant le clivage face à l'information entre jeunesse francilienne et jeunesse « périphérique ».

ifop Près de six jeunes sur dix ont le sentiment d'avoir suffisamment d'informations pour s'orienter

QUESTION : Pensez-vous avoir / avoir eu toutes les informations nécessaires pour bien vous orienter (après votre brevet, après votre bac, après votre licence...) ?



II. Quand le déterminisme géographique limite l'avenir et l'ambition des jeunes Français... en dehors des bornes géographiques attendues

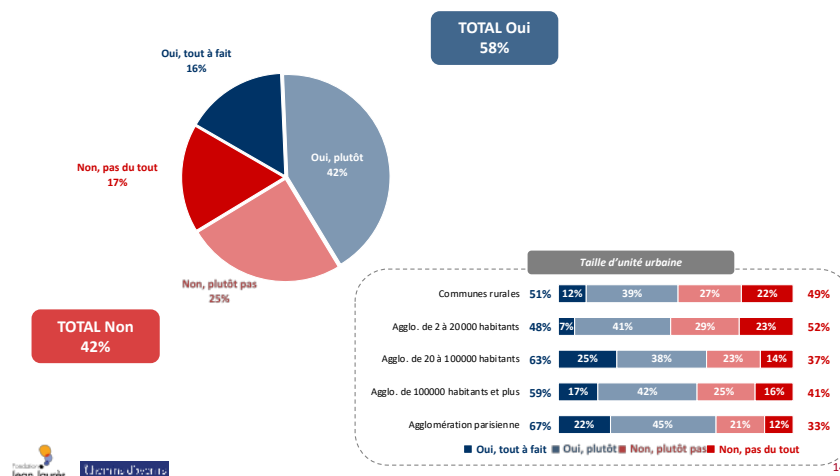
Dans la dénonciation des inégalités touchant les jeunes Français et dans les actions mises en œuvre pour les pallier, les difficultés frappant les jeunes de la France périphérique ont longtemps été passées sous silence. On n'identifiait pas, ou peu, la jeunesse des territoires. Entre un discours caricatural sur la ruralité faisant de tous les jeunes ruraux des fils d'agriculteurs et un discours focalisé sur la jeunesse des quartiers, les jeunes de la France périphérique demeuraient gommés du débat public. Ils sont pourtant des millions à grandir au cœur des villes petites et moyennes, dans les zones rurales ou les territoires de montagnes. Des millions à affronter des obstacles en chaîne, à l'heure de construire leur futur.

L'avenir dira si les années 2018-2019 ont été un tournant dans la prise en compte de ces jeunes. Mis en lumière à travers des ouvrages comme celui de Nicolas Mathieu[[Nicolas Mathieu, *Leurs enfants après eux*, Actes Sud, 2018.]] qui s'est vu remettre le Prix Goncourt à l'automne 2018, et par les actions de plaidoyer menées depuis plusieurs années par des structures telles que l'association Chemins d'avenir, ces jeunes semblent peu à peu sortir de l'angle mort. Revendications des « gilets jaunes » obligent, politiques et médias se demandent si, effectivement, « leurs enfants après eux » souffriraient en silence d'une fracture territoriale qui va s'approfondissant, conduisant une large part des Français à faire sécession du reste du pays. Leur âge, les défis que ces jeunes affrontent, le fait qu'ils sont l'avenir du pays, tout incite non seulement à les prendre en compte, mais surtout à réfléchir collectivement aux faiblesses du modèle proposé à ces millions de jeunes.

Deux phénomènes – imbriqués – sautent en effet aux yeux dans les résultats de notre enquête dès lors qu'on interroge les jeunes de ces territoires au sujet de leur avenir. Le premier phénomène, c'est la différence d'aspirations académiques et professionnelles entre ces jeunes et les citadins du même âge, le degré d'ambition variant fortement en fonction du lieu de résidence. C'est ce qu'évoquaient les services académiques du rectorat de Dijon lors d'une journée d'études « École et ruralité » au mois d'octobre dernier à Saint-Brisson (Morvan) : le niveau scolaire des élèves de l'académie situés en zones rurales et dans les petites communes est le même qu'à l'échelle nationale ; mais leur ambition est bien moindre, ce clivage se retrouvant à chaque étape charnière en matière d'orientation. Ainsi, lorsqu'on demande dans notre enquête aux 17-23 ans « s'ils ont fait ou vont faire des études supérieures qu'ils qualifieraient d'ambitieuses », un écart de près de vingt points existe entre les jeunes des agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants (qui ne sont que 48% à répondre qu'ils ont fait ou vont faire des études ambitieuses) et ceux d'agglomération parisienne qui sont 67% dans ce cas.

ifop Le degré d'ambition concernant le choix de ses études varie fortement selon le lieu de résidence...

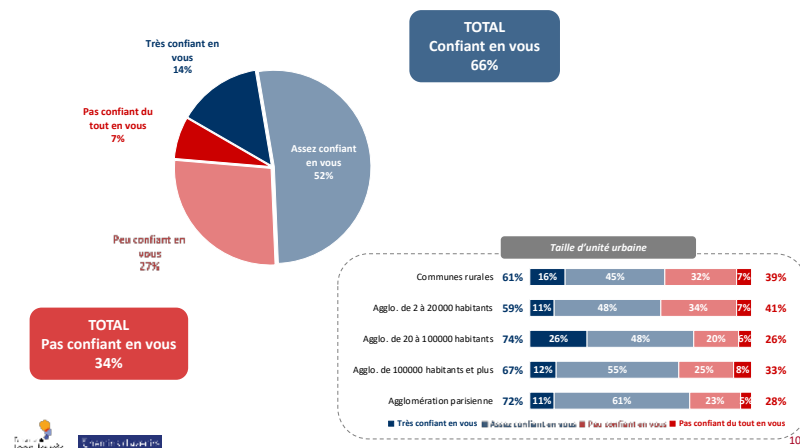
QUESTION : Avez-vous fait ou allez-vous faire des choix d'études supérieures que vous qualifieriez d'ambitieuses ?



Un écart tout aussi significatif – et non sans lien avec le premier – persiste lorsque l'on interroge ces jeunes sur leur confiance en eux-mêmes. Ainsi la confiance des jeunes des zones rurales et des communes allant entre 2 000 et 20 000 habitants demeure-t-elle en-dessous de la moyenne nationale (66%). Ils sont en effet respectivement 61% et 59% à estimer avoir confiance en eux lorsqu'ils pensent aux années futures (études supérieures et entrée sur le marché du travail), contre 72% des jeunes de l'agglomération parisienne.

ifop Le niveau de confiance concernant les prochaines années

QUESTION : Quand vous pensez à vos prochaines années (études supérieures, entrée sur le marché du travail), diriez-vous que vous êtes...

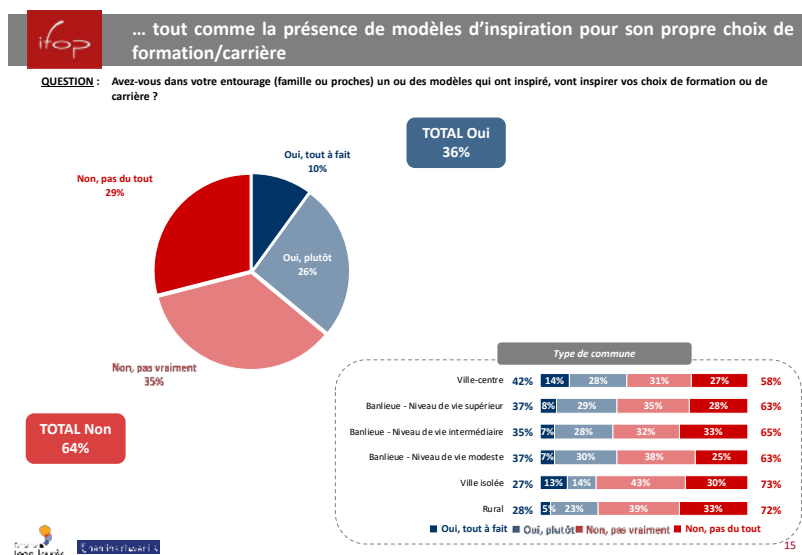


On voit bien la façon dont ce manque de confiance en soi peut limiter les choix d'orientation, indépendamment de la qualité des résultats scolaires. C'est ce que rappelait à Saint-Brissson l'inspectrice générale de l'Éducation nationale, du sport et de la recherche Ariane Azéma, missionnée par Jean-Michel Blanquer pour apporter une vision globale de ce que doit être la politique territoriale de l'Éducation nationale. Les jeunes ruraux mettent plus longtemps à faire émerger leurs aspirations et ont tendance à mettre en œuvre une orientation « par étapes » : un jeune homme issu d'un territoire isolé et des classes populaires envisagera rarement de suivre un

cursus d'ingénieur. Il s'autorisera peut-être à le faire après plusieurs années dans un lycée agricole puis un BTS agricole. Questionnées sur le diplôme le plus utile pour trouver un emploi, les familles des zones rurales se cantonnent en effet plus souvent que les autres aux diplômes techniques de type CAP-BEP : 18% contre 4% dans le groupe le plus favorisé. Elles semblent aussi nettement moins croire à l'utilité d'un diplôme de l'enseignement supérieur : 18% contre 49% dans le groupe le plus favorisé[[Marie Duru-Bellat, « Accès à l'éducation : quelles inégalités dans la France d'aujourd'hui ? », document de référence préparé pour le Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous 2010, Unesco, 2010.]].

Cette autocensure vient-elle en partie d'un manque de modèles pour les jeunes de la France périphérique ? Lorsqu'on demande en effet aux 17-23 ans s'ils ont dans leur entourage un exemple qui inspirerait leurs choix d'orientation ou de carrière, la différence entre les jeunes ruraux et les jeunes des villes-centres, de nouveau, est très nette. Ainsi, 42% des jeunes interrogés dans les villes-centres estiment avoir une telle source d'inspiration, contre 27% seulement dans les villes isolées et 28% dans les territoires ruraux. Cet écart est bien entendu source d'inégalités futures dans la mesure où, comme on l'a vu, d'une part, la famille et l'entourage constituent la principale d'information pour s'orienter et où, d'autre part, l'aspiration mimétique est un puissant ressort chez des jeunes qui cherchent leur voie.

On note d'ailleurs le chemin parcouru en matière de représentation des jeunes de banlieues qui, quant à eux, estiment à 37% pouvoir se référer à de tels modèles, non seulement dans les banlieues de niveau de vie supérieur, mais dans les mêmes proportions pour les banlieues au niveau de vie modeste. Il faut dire qu'une solide mobilisation a été menée en ce sens depuis plusieurs années, développant d'une part un discours contre les stéréotypes et faisant d'autre part émerger des rôles modèles parmi les artistes, les chefs d'entreprise, les femmes et les hommes politiques qui incarnent des parcours de réussite issus de la diversité. Une telle identification existe très peu, à l'heure actuelle, pour les jeunes ruraux ou les jeunes grandissant dans des petites villes de France. On sait pourtant à quel point la référence à un modèle inspirant – grand frère, ami de la famille, proche – peut tout changer en matière d'ascension sociale, autorisant à rêver d'ailleurs et d'autrement, et étant en vecteur de confiance pour l'avenir.

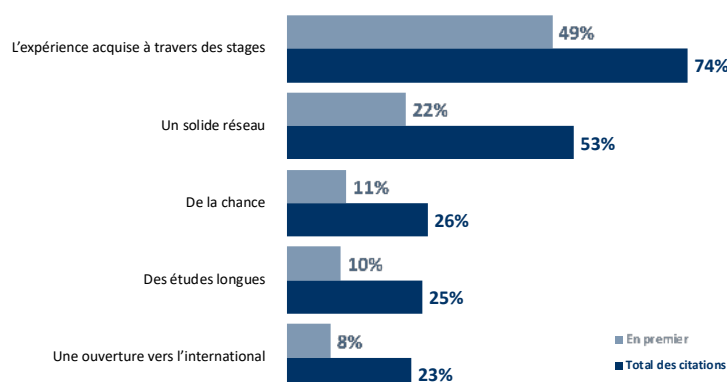


Ajoutons par ailleurs que cette absence de figures et de mentors pour les jeunes des territoires éloignés des grandes villes s'inscrit dans une analyse que l'on peut qualifier de « très lucide » faite par les jeunes eux-mêmes sur les critères pour réussir leur avenir professionnel. Ainsi, quand on interroge les 17-23 ans sur les éléments déterminants pour réussir leur avenir professionnel, les critères liés aux « relations » et au « réseau de connaissances » arrivent bien loin devant le fait d'avoir fait des études longues : 49% des 17-23 ans indiquent que l'élément déterminant pour réussir son avenir professionnel est « l'expérience acquise à travers des stages », 22% « avoir un solide réseau », et seulement 10% « avoir fait des études longues ». En somme, les jeunes considèrent dans leur grande majorité que les premières nécessités sont d'abord le carnet d'adresses (pour avoir un stage et un emploi) et le réseau de connaissances, plutôt que les savoirs académiques. Cette perception doit interroger les pouvoirs publics quant à leur capacité à faire respecter la « méritocratie républicaine ». Elle confirme que les inégalités en matière de réseau, moins visibles que les inégalités sociales et économiques, demeurent pourtant déterminantes dans la trajectoire des individus.

Cette perception tord par ailleurs le cou à l'image à la mode de l'individu « entrepreneur de sa vie », seul responsable de ses échecs et de ses réussites. Rassurante pour celles et ceux du bon côté de la barrière, cette image se heurte en réalité aux inégalités de départ que sont, pour ce qui concerne l'avenir et l'orientation, les inégalités de capital social. Au vu des résultats de cette enquête, les jeunes ont très bien intégré cette dimension de compétition entre jeunes d'un même pays, et perçoivent parfaitement les limites de l'injonction catégorique : « Quand on veut, on peut ».

ifop L'élément déterminant pour réussir son avenir professionnel : une très forte valorisation de l'expérience acquise lors des stages

QUESTION : Selon vous, quel est l'élément déterminant pour réussir son avenir professionnel ? En premier ? En second ?



L'ascenseur social semble d'autant plus bloqué dans certains territoires : ainsi la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés devenus cadres et professions intermédiaires varie presque du simple au double entre la Creuse (24,7%) et Paris (47%) [[France Stratégie, *La géographie de l'ascension sociale*, 2015.]]. Loin d'être encouragée, une connotation péjorative persiste autour du terme d'ambition, surtout, semble-t-il, lorsqu'elle concerne un jeune issu d'un territoire périphérique. Alors qu'elle devrait être envisagée comme facteur d'épanouissement, l'ambition est alors perçue comme une distorsion. Comme si les jeunes de la France périphérique trahissaient leurs origines géographiques en prétendant s'en éloigner. Comme s'ils n'avaient pas le droit être aussi ambitieux que les autres. Y compris à leurs propres yeux : « Nos élèves complexent », déplore ainsi un chef d'établissement de l'Allier. « Les élèves d'un collège de REP rural complexent par rapport aux collégiens du village d'à côté, considérés comme meilleurs parce que le village est seulement un peu plus grand. Et eux-mêmes complexent lorsqu'ils se comparent aux élèves d'un établissement d'une petite ville comme Moulins. Qui n'osent même pas regarder du côté de Montluçon. C'est sans fin [[Erkki Maillard et Salomé Berlioux, *Les invisibles de la République*, Robert Laffont, 2019.]]. » Les complexes s'additionnant pour former une couche épaisse d'interdits et d'autocensure intériorisée.

Le deuxième phénomène, c'est justement l'accumulation des obstacles que rencontrent ces jeunes et qui, à catégorie socio-professionnelle équivalente, les placent dans une situation de départ moins favorable que les jeunes lyonnais, bordelais ou parisiens. Car si la situation de ces jeunes n'est ni spectaculaire, ni particulièrement visible, si elle ne soulève pas l'indignation, notamment parce que leurs résultats scolaires en primaire et au collège sont « assez proches des moyennes nationales [[Rapport d'Ariane Azéma, inspectrice générale de l'Éducation nationale, du sport et de la recherche et de Pierre Mathiot, professeur des universités, directeur de Sciences Po Lille, *Mission Territoires et réussite*, remis au ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse le 5 novembre 2019.]] » elle n'en est pas moins un poison qui corrode lentement la cohésion nationale et repose sur un faisceau d'indicateurs. Ces indicateurs, pris dans leur ensemble, montrent bien à quel point les jeunes des territoires sont entravés à l'heure de

dessiner leur avenir. En effet, si l'on additionne le manque de confiance en soi, le manque de confiance en l'avenir, l'absence de modèles et les aspirations restreintes des jeunes de la France périphérique et que l'on y ajoute l'éloignement des opportunités académiques puis professionnelles, mais aussi culturelles et sportives (32% des jeunes des zones rurales interrogés dans le cadre de cette étude disent n'avoir pratiqué aucune activité extra-scolaire pendant leur scolarité, contre seulement 20% en agglomération parisienne) ainsi que la fracture numérique et les fragilités économiques et sociales, l'addition commence à sérieusement s'élever... Ainsi, on perçoit combien les jeunes de ces territoires ont de nombreux défis à relever au cours de leur parcours, et que ces défis supposent, en réponse, la mise en place de dispositifs à la hauteur de l'enjeu. Or, à la différence de l'éducation prioritaire, il n'existe pas à proprement parler de politique scolaire rurale ou ciblées vers les petites villes.

Certains de ces obstacles commencent toutefois à être identifiés en tant que tels et regardés de plus près. Ainsi, jusqu'à récemment, n'existait-il pas de doctrine française - contrairement à d'autres pays - concernant l'éloignement des établissements. Une note d'information de la Depp datée du mois d'octobre dernier[[Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, « Une mesure d'éloignement des collèges », Note d'information, n°19.36, octobre 2019.]] propose un indice d'éloignement des collèges prenant en compte trois types de variables : le profil des élèves (le fait qu'ils résident dans une commune rurale éloignée, la distance qu'ils parcourent pour se rendre au collège) ; l'offre de formation proposée autour du collège ; enfin, l'éloignement vis-à-vis des équipements sportifs (bassins de natation, gymnases) et culturels (bibliothèques, cinémas-théâtres). Les collèges les moins éloignés se situent ainsi très majoritairement dans les grandes agglomérations ; les collèges les plus éloignés le long de la « diagonale du vide », ainsi qu'en zones de montagne et en outre-mer. Pour la plupart, ces collèges éloignés sont implantés dans une commune rurale (près de sept sur dix parmi les collèges les plus éloignés). Mais plus encore, l'orientation des élèves en fin de troisième semble en partie corrélée à cet éloignement : « plus celui-ci est éloigné, moins le passage en seconde générale et technologique est fréquent », rappelle la Depp, 57,2% des élèves de troisième passant en seconde générale et technologique dans les 10% des collèges publics les plus éloignés, contre près de 70% pour les collèges du premier décile[[*Ibid.*]]. *A contrario*, les collèges les plus éloignés se caractérisent par une orientation plus fréquente dans les lycées agricoles et en apprentissage (9,2 et 4,7 points de plus que dans les établissements du premier décile). On assiste ici à des biais d'orientation liés à l'ancrage géographique et à l'environnement familial des jeunes.

Il faut dire que dans ces territoires, l'effet CSP peut renforcer l'effet de lieu, avec une jeunesse « périphérique » grandissant dans une France avant tout fragile et populaire, qui dessine une communauté de destin entre actifs issus de catégories modestes, ouvriers, employés, petits indépendants, petits paysans et chômeurs. Si ces catégories populaires et le bas de la classe moyenne ne sont pas seuls à peupler la France périphérique, elles y sont néanmoins largement majoritaires, comme le rappelle Christophe Guilluy : « Pour l'essentiel, ces catégories vivent en dessous du revenu médian, parfois dans des conditions de précarité extrême, toujours dans un état de fragilité sociale[[Christophe Guilluy, La France périphérique. Comment on a sacrifié les

classes populaires, Paris, Flammarion, 2014.]]. » Et si cette situation touche les zones rurales, elle concerne aussi un grand nombre de villes dites « petites et moyennes » : selon une note du CGET datant de 2017, une trentaine de villes moyennes en France peuvent ainsi être qualifiées de « particulièrement fragiles », parce qu'elles concentrent les difficultés[[CGET, « Villes moyennes en France : vulnérabilité, potentiels et configurations territoriales », En Bref, n°45, décembre 2017.]].

Cette évolution a naturellement de multiples répercussions sur le destin des jeunes. Lorsque les moyens du foyer sont réduits, l'accès à l'éducation et à l'orientation n'est pas le même. L'accès à la culture, aux loisirs et aux vacances non plus. Les perspectives d'avenir, elles aussi, sont différentes. On voit très nettement que ce contexte socio-économique moins favorable à la réussite scolaire et à une orientation choisie est le plus fréquent dans les petites villes – résumé par un indice de position sociale attribué aux parents d'élèves à partir de leurs professions. À l'entrée en sixième, cet indice est bien le plus faible pour les élèves résidant dans les petites villes. Dans l'urbain très dense, la proportion d'élèves de sixième dont au moins un parent est diplômé du supérieur atteint 41%, contre 26% pour les élèves résidant dans une commune rurale éloignée peu dense[[Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, « Une typologie des communes pour décrire le système éducatif », Note d'information, n°19.35, octobre 2019.]]. En outre, c'est dans le rural éloigné des grandes métropoles et très peu dense que l'hétérogénéité des situations au sein de communes est la plus faible, favorisant la reproduction d'un type de profession restreint[[*Ibid.*]].

III. Les jeunes, la mobilité et l'international : le nouveau terrain de compétition entre jeunes des villes et jeunes des champs

Tandis qu'une lycéenne du Morvan se bat sur les plans financiers, matériels et psychologiques pour suivre ses études supérieures à Dijon, ville universitaire la plus proche de la zone rurale où elle grandit, un lycéen parisien du même âge prépare le semestre qu'il va passer à Singapour après son baccalauréat. Le parallèle peut sembler caricatural. Prenons donc les précautions d'usage avant d'aller plus loin : tous les jeunes ruraux ne sont pas assignés à résidence ; tous les jeunes urbains ne sont pas internationalisés dès l'adolescence. On l'a d'ailleurs dit plus haut : les effets de classes sont au moins aussi puissants que les effets de lieux, les seconds venant souvent renforcer les premiers – au détriment des jeunes concernés.

Ces précautions prises, il est néanmoins crucial d'insister sur l'enjeu central que représente en 2019 la question de la mobilité pour les jeunes. Une mobilité que l'on fantasme souvent, leurrés par le miroir aux alouettes d'un jeune « citoyen monde » qui, à l'heure d'Erasmus et de la libre-circulation des hommes et des marchandises, prendrait l'Eurostar en un claquement de doigt pour vivre sa vie de *globe-trotter* du XXI^e siècle et construire une carrière à la hauteur des potentialités offertes par la mondialisation (fantasme alimenté notamment par le succès du programme Erasmus, qui ne concerne pourtant qu'une fraction très réduite d'une classe d'âge, ou sur le plan cinématographique par la trilogie du réalisateur Cédric Klapisch avec l'acteur Romain Duris : *L'Auberge espagnole*, *Les Poupées russes*, *Casse-tête chinois*).

Cette illusion est si ancrée dans les mentalités urbaines que la mobilité devient une évidence pour certains recruteurs avides de profils bilingues, enrichis d'une expérience hors des frontières françaises. Au risque de ne retenir que les profils des jeunes les plus privilégiés : en effet, comme le montre notre enquête, ce sont seulement 12% des 17-23 ans qui ont passé un semestre ou une année à l'étranger dans le cadre de leurs études au cours des cinq dernières années. Ainsi la fracture se creuse entre les jeunes pour qui bouger est complexe voire interdit, et ceux pour qui la mobilité est désormais un rite naturel dans le cadre d'un cursus académique. La compétition est donc bien lancée entre jeunes sédentaires et jeunes nomades, entre les « Partout » et les « Quelque Part » [[*Les Partout contre les Quelque Part : la nouvelle lutte des classes*, podcast animé par Hélène Decommer et Jean-Laurent Cassely, Slate, 12 novembre 2019.]].

D'un côté, les jeunes dont l'ancrage géographique restreint le champ des études, le lieu de résidence de la famille comme facteur d'influence dans le choix de l'orientation influençant plus d'un jeune Français sur deux selon les 17-23 ans. De l'autre, ceux dont les familles peuvent assurer le coût d'un départ du foyer et qui ont été préparés culturellement et psychologiquement à découvrir de nouveaux horizons.

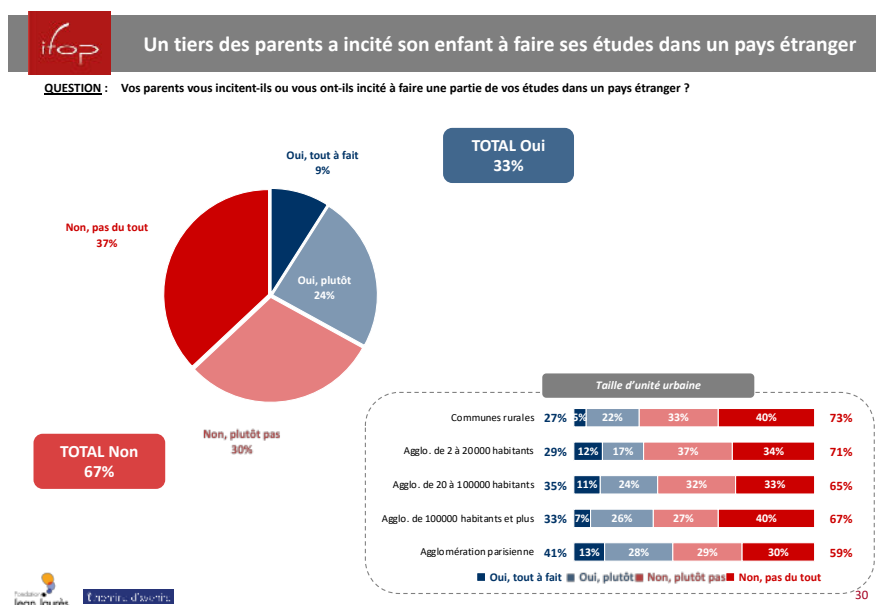
Cette influence est naturellement lourde de conséquences pour les jeunes des territoires isolés des grandes métropoles. Ainsi, un jeune dont les parents vivent dans une petite commune des Vosges aura logiquement moins d'opportunités académiques à proximité immédiate de son domicile familial. Il devra donc, dès l'âge de 15 ou 18 ans, faire le choix de rester – alors limité dans ses options – ou de partir – si sa famille peut se permettre le coût d'un logement étudiant et l'encourage dans cette voie. Un avis du CESE de janvier 2017 le rappelle pourtant : pour les jeunes ruraux, « l'aspect financier est un frein à la poursuite des études supérieures, notamment quand elles nécessitent le départ du foyer parental » [[CESE, « Place des jeunes dans les territoires ruraux », avis, janvier 2017.]]. » Et si d'après notre enquête, 52% des foyers ont la possibilité de financer un logement en dehors de la région ou de l'académie du jeune, ce chiffre descend de huit points pour les foyers ruraux. Il convient à ce stade de l'analyse de préciser un point important. Financer un logement étudiant constitue aussi une difficulté pour de très nombreuses familles résidant dans une grande agglomération. Mais contrairement à leurs homologues vivant en zone rurale ou dans une petite ville, l'offre de formations est souvent très fournie, ce qui limite les cas pour lesquels le jeune doit quitter sa ville pour suivre le cursus qu'il souhaite.

Par ailleurs, à cet obstacle financier vient se superposer un frein psychologique pour bon nombre des jeunes de la France périphérique n'ayant jamais eu l'occasion de découvrir la vie dans une grande ville avant le bac. La sensation engendrée à l'idée de suivre des études supérieures dans une grande ville varie ainsi selon le lieu de résidence, les jeunes ruraux ou issus d'une ville isolée s'en estimant « inquiets » à hauteur de 28% et 27%, quand cette inquiétude frappe seulement 18% des jeunes issus d'une ville-centre.

« L'avenir pour un jeune de la Côte-Saint-André ? La Côte-Saint-André ou... la Côte-Saint-André », déplore la principale du collège de cette petite ville à 50 kilomètres de

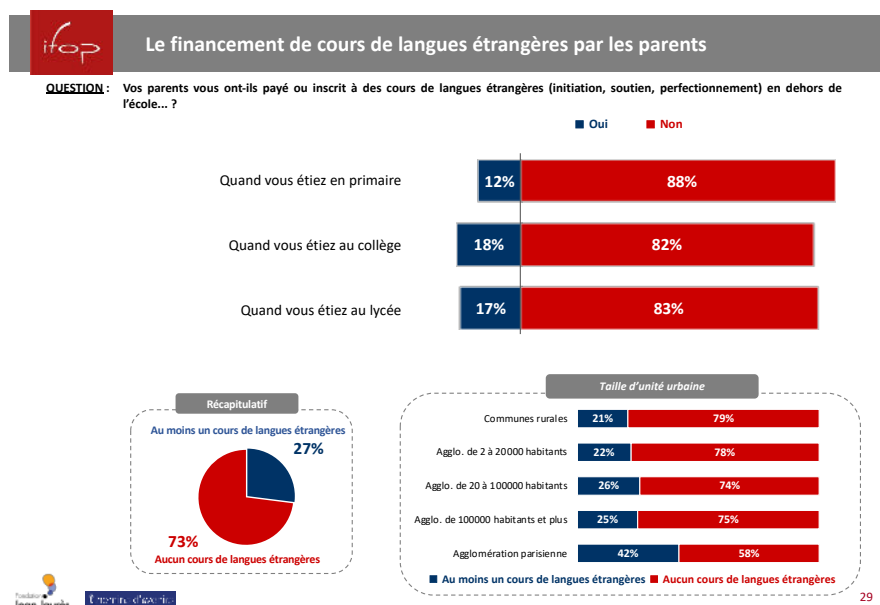
Grenoble. La majorité de ses élèves de quatrième ne se sont encore jamais rendus au chef-lieu du département de l'Isère. Difficile d'imaginer que, trois ou quatre ans plus tard, ces mêmes jeunes pourront s'élancer librement vers l'avenir où qu'il soit, pour accéder à une formation de leur choix ou pour effectuer un stage. On voit qu'en la matière, la proximité d'une grande métropole autorise une projection vers l'avenir et tous ses possibles académiques, projection beaucoup plus ardue pour les jeunes éloignés de ces mêmes grandes métropoles. Ainsi les jeunes de banlieue se sentent-ils bien moins inquiets à la perspective d'étudier dans une grande ville (espace qu'ils connaissent et pratiquent) que les jeunes de territoires isolés : ils sont seulement 11% à évoquer cette inquiétude dans les banlieues au niveau de vie supérieur, 16% au sein des banlieues au niveau de vie intermédiaire et 19% pour les jeunes des banlieues au niveau de vie modeste, soit seulement un point d'écart avec la moyenne nationale contre onze points d'écart avec la moyenne nationale pour les jeunes ruraux – toutes catégories socio-professionnelles confondues. L'ancrage géographique des jeunes de la France périphérique joue ici comme un frein : pour effectuer ses études et, *a fortiori*, pour décrocher un premier emploi par la suite.

À la lumière de ces chiffres, on constate que les choix d'orientation dans notre système d'enseignement supérieur demeurent en partie conditionnés par l'origine sociale mais aussi par le lieu de résidence. Ces pesanteurs risquent de s'accroître encore bien davantage à l'heure où les cursus s'internationalisent de plus en plus. En effet, la compétition scolaire s'est désormais déplacée sur ce nouveau champ. 33% des 17-23 ans déclarent ainsi être encouragés à aller étudier à l'étranger par leurs familles, ce pourcentage s'élevant à seulement 27% pour les jeunes des territoires ruraux, contre 41% en agglomération parisienne.



À Paris et dans son agglomération, le réflexe de l'international peut aller bien plus loin qu'une incitation et être ainsi préparé dès le plus jeune âge, notamment à travers l'apprentissage des langues étrangères. Près d'un tiers des jeunes Français a suivi des cours supplémentaires (ou de soutien) en langues, financés par leurs parents à l'école primaire, au collège ou au lycée. Là encore, le clivage entre Paris et le reste de la

France et tout particulièrement entre l'agglomération parisienne et les zones rurales est frappant, variant même du simple au double : cet investissement complémentaire dans l'apprentissage des langues étrangères concerne 21% des jeunes ruraux contre 42% des jeunes vivant en agglomération parisienne. Signe de la très forte demande sociale émergeant de la part des familles franciliennes sur ce sujet, Benjamin Griveaux, candidat LREM pour la mairie de Paris a intégré en bonne place dans son programme de campagne l'objectif que tous les adolescents parisiens soient bilingues anglais à la sortie du collège : « Paris c'est une ville monde. Maîtriser l'anglais à la fin du collège c'est indispensable, dans sa vie professionnelle, pour voyager, pour être pleinement intégré dans le monde[[Benjamin Griveaux sur Europe 1, 26 août 2019.]]. » Les parents des jeunes Parisiens ont ainsi bien en tête que la compétition pour l'avenir de leurs enfants se joue aussi sur ce terrain.



Les effets de ce rapport des jeunes Français à l'international, à court, moyen et long termes, sont facilement décriptables, accentuant une fracture de plus en plus manifeste entre des jeunes assignés à résidence et d'autres largement tournés vers le monde. Cette différence de positionnement, là encore, réduit le champ des possibles des uns, quand elle élargit le champ des possibles des autres. En matière d'ouverture d'esprit, de rapport à autrui, d'autonomie, de curiosité, d'adaptabilité. En matière de perception de son propre pays, aussi. Comment mieux sentir, en effet, que l'on est Français, et comprendre ce que cela signifie, que lors de la confrontation avec d'autres modèles, d'autres réflexes, d'autres droits et devoirs permise par une expérience à l'étranger ? Cette familiarité avec une autre langue et un autre pays, cette aptitude à la mobilité, auront naturellement des conséquences sur la construction de la carrière des jeunes Français, certains se sentant autorisés à élargir les frontières de leur vie académique et professionnelle, quand d'autres ne peuvent l'espérer. Et si près d'un jeune Français sur deux envisage la possibilité de travailler à l'étranger dans le cadre d'une future activité professionnelle, ils sont seulement 34% des 17-23 ans issus des zones rurales à se projeter ainsi vers l'international, contre 52% en agglomération parisienne.

Derrière cette relation des jeunes à l'international, c'est évidemment bien plus que la seule question de mobilité qui entre en jeu. En effet, les jeunes pour qui le terrain d'action est restreint à une commune, un département ou une région perçoivent intuitivement combien leurs mouvements sont limités par rapport aux jeunes Français dont les limites sont, au contraire, sans cesse repoussées. Riches d'une société « en mouvements » et acteurs de ces mouvements. Sentant ce clivage, les jeunes assignés à résidence ne peuvent qu'en nourrir un profond malaise et un profond ressentiment, développant l'idée qu'il y aurait les autres, et eux. Un malaise qui produit des effets corrosifs dans le temps. Et peut mener à l'explosion.